

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques
Antenne de Bayonne
6, allées marines
64 100 Bayonne

Bayonne, le 31/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARREFOUR STATIONS SERVICE SAS

Route de Paris
14 120 Mondeville

Références : UDB40-64/D2025_2298

Code AIOT : 0003103439

;

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2025 dans l'établissement CARREFOUR STATIONS SERVICE SAS implanté Avenue Jean Léon LAPORTE Centre Commercial BAB2 64 600 Anglet. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société agréée DEKRA en date du 12 décembre 2023, a mis en évidence que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble de ses obligations réglementaires, notamment les articles 2.7, 4.2, 4.3, 4.10.2 et 5.10 de l'arrêté ministériel du 15/04/2010 relatif aux prescriptions techniques concernant les règles des stockages enterrés de liquides inflammables et les articles 5.1 et 6.6 de l'arrêté ministériel du 22/12/2008 relatif aux prescriptions techniques concernant les produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution. l'exploitant avait jusqu'au 23 décembre 2024 pour solliciter le contrôle complémentaire, de la société agréée DEKRA, pour lever les non-conformités et notamment aux non-conformités majeures constatées.

En application de l'article R.512-59-1 du Code de l'Environnement, l'organisme agréé DEKRA, a informé les installations classées pour la protection de l'environnement de la non-levée des 7 non-conformités dont 4 non-conformités majeures susvisées, en date du 06 février 2025, sur le site de la station-service Carrefour BAB2 sur la commune d'Anglet.

Suite à l'inspection de la station service Carrefour située à Anglet BAB2, en date du 17/03/2025, la société SOCOTEC est intervenue sur le site et a constaté dans son rapport transmis à l'inspection des installations classées le 28/03/2025, que l'ensemble des non-conformités majeures et des autres non-conformités étaient levées. L'exploitant respecte toutes les prescriptions techniques qui lui incombe, prescriptions visées par l'arrêté ministériel du 15/04/2010 relatif aux prescriptions techniques concernant les règles des stockages enterrés de liquides inflammables et l'arrêté ministériel du 22/12/2008 relatif aux prescriptions techniques concernant les produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARREFOUR STATIONS SERVICE SAS
- Avenue Jean Léon LAPORTE Centre Commercial BAB2 64600 Anglet
- Code AIOT : 0003103439
- Régime : Déclaration avec controle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par preuve de dépôt n°09/IC/1250100, en date du 20/05/2009, la société Carrefour BAB2 a déclaré une activité de station-service, rubrique 1435-2 de la nomenclature des installations classées, d'une capacité de 19 000 m3 sous le régime de la déclaration contrôlée, et une activité de stockages de produit pétroliers spécifiques et carburants de substitution, rubrique 4734-2.c de la nomenclature des installations classées, pour une quantité de 300 tonnes, sous le régime de la déclaration contrôlée, sur la commune d'Anglet, 6 Avenue Jean Leon Laporte.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Implantation - Aménagement	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.7	Sans objet
2	Risques	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2	Sans objet
3	Risques	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.3	Sans objet
4	Stockage	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 5.1	Sans objet
5	Eau	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 6.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a transmis l'ensemble des justificatifs permettant de lever l'ensemble des non-conformités. Le rapport de la société SOCOTEC en date du 28/03/2025 atteste de cet état de faits.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Implantation - Aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.7
Thème : Autre, Installations électriques
Prescription contrôlée : A. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. L'installation électrique comporte un dispositif de coupure générale permettant d'interrompre, en cas de fausse manoeuvre, d'incident ou d'inobservation des consignes de sécurité, l'ensemble du circuit électrique à l'exception des systèmes d'éclairage de secours non susceptibles de provoquer une explosion, et permettant d'obtenir l'arrêt total de la distribution de carburant. Un essai du bon fonctionnement du dispositif de coupure générale est réalisé au moins une fois par an. La commande du dispositif de coupure générale est placée en un endroit facilement accessible à tout moment au responsable de l'exploitation de l'installation. Lorsque l'installation est exploitée en libre-service sans surveillance, le dispositif de coupure générale ci-dessus prescrit est manoeuvrable à proximité de la commande manuelle doublant le dispositif de déclenchement automatique de lutte fixe contre l'incendie. Dans le cas d'une installation en libre-service sans surveillance, le déclenchement des alarmes et des systèmes de détection précités, la mise en service du dispositif automatique d'extinction ainsi que la manoeuvre du dispositif de coupure générale sont retransmis afin d'aviser un responsable nommément désigné. - présence d'un dispositif de coupure générale (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; - présentation du justificatif attestant de la réalisation de l'essai annuel de bon fonctionnement (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure). B. Dans les parties de l'installation se trouvant dans des zones susceptibles d'être à l'origine d'explosions, les installations sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. Les canalisations électriques ne sont pas une cause possible d'inflammation et sont convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.
Constats : Non-conformité levée - Présence d'un dispositif de coupure générale de la station-service ; - Présentation de l'attestation de réalisation de l'essai du dispositif d'arrêt d'urgence électrique de la station-service réalisé par la société TOKHEIM en date du 07/07/2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2
Thème : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : D'une façon générale, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit : - de deux appareils d'incendie (bouches ou poteaux d'incendie) d'un diamètre nominal DN 100 situés à moins de 100 mètres de la station-service (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins de secours). Ces appareils sont alimentés par un réseau public ou privé qui est en mesure de fournir un débit minimum de 60 mètres cubes par heure pendant au moins deux heures ; la pression dynamique minimale des appareils d'incendie est de 1 bar sans dépasser 8 bars

<ul style="list-style-type: none"> - d'un système d'alarme incendie (ou tout moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours dans le cas des installations sans surveillance) ; - sur chaque îlot de distribution, d'un système manuel commandant en cas d'incident une alarme optique ou sonore ; - d'un dispositif permettant de rappeler à tout instant aux tiers les consignes de sécurité et les conduites à tenir en cas de danger ou d'incident, au besoin par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs hauts-parleurs ; - pour chaque îlot de distribution, d'un extincteur homologué 233 B. Pour l'aviation, l'extincteur est conforme aux dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1980 susvisé ; - pour l'aire de distribution des stations-service et à proximité des bouches d'emplissage de réservoirs des stations délivrant des liquides inflammables, d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, des moyens nécessaires à sa mise en oeuvre ; la réserve de produit absorbant est protégée par couvercle ou par tout dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries ; - pour chaque local technique, d'un extincteur homologué 233 B ; - pour le stockage des marchandises et le sous-sol, d'un extincteur homologué 21 A-144 B 1 ou un extincteur homologué 21 A-233 B et C ; - pour le tableau électrique, d'un extincteur à gaz carbonique (2 kilogrammes) ; - sur l'installation, d'au moins une couverture spéciale anti-feu.
<p>Constats : non-conformité levée</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présence de l'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie prescrits dans l'article susvisé et notamment présence de la couverture antifeu, manquante au contrôle précédent. - L'exploitant tient à jour les rapports d'entretiens et de vérifications annuel réalisés concernant l'ensemble des dispositifs de moyens de lutte contre l'incendie du site.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.3</p>
<p>Thème : Risques accidentels, Localisation des risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant recense et signale par un panneau conventionnel, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.</p> <ul style="list-style-type: none"> - présentation du document de recensement ; - présence des panneaux correspondants.
<p>Constats : Non-conformité levée</p> <ul style="list-style-type: none"> - Recensement des risques consultable et tenu à jour ; - Présence des panneaux de signalisation des risques correspondant sur le site.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>